



HAL
open science

Archiver par les marges: Récits de vie d'actrices associatives dans la banlieue populaire de Casablanca

Yasmine Berriane

► To cite this version:

Yasmine Berriane. Archiver par les marges: Récits de vie d'actrices associatives dans la banlieue populaire de Casablanca. Hespéris-Tamuda, 2021, Archive and Gender in North African Societies, 56 (1), pp.77-103. halshs-03429202

HAL Id: halshs-03429202

<https://shs.hal.science/halshs-03429202>

Submitted on 15 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Preprint version of an article published in the Special issue on « Archive and Gender in North African Societies », *Hesperis-Tamuda*, Vol.56, Issue 1, p.77-103.

Acces to published version in free open access :

<https://www.hesperis-tamuda.com/Downloads/2021/fascicule-1/5.pdf>

Archiver par les marges :

Récits de vie d'actrices associatives dans la banlieue populaire de Casablanca

Yasmine Berriane

CNRS, Centre Maurice Halbwachs, Paris.

Introduction

Dans un débat qu'elles ont eu en 2006, Florence Deschamps et Florence Weber opposaient deux manières d'utiliser les récits produits en situation d'entretien.¹ La première, historienne, mettait l'accent sur les archives orales (récits de vie et témoignages) comme une source permettant, sous certaines conditions, de comprendre et d'interpréter l'histoire. La deuxième, sociologue et anthropologue, insistait sur ce que les entretiens ethnographiques nous apprennent sur la situation d'enquête et les contraintes et conditions dans lesquelles s'inscrivent les enquêtés. De ces deux positions se dégage un rapport différencié à l'archive. Pour l'historienne, l'archive orale est une source que différentes générations de chercheuses et chercheurs peuvent visiter et revisiter dans leurs efforts de compréhension de l'histoire. Pour la sociologue, les paroles recueillies ne peuvent être saisies qu'en relation au contexte particulier de l'enquête, ce qui rend nettement plus délicate la revisite d'archives ethnographiques par d'autres chercheurs. Et si ces deux positions – au lieu d'être opposées – étaient envisagées de manière complémentaire? C'est ce que j'aimerais montrer en revisitant une recherche ethnographique menée entre 2006 et 2010 dans des quartiers de la banlieue de Casablanca, auprès de femmes dirigeant des associations de quartier. Je montrerai comment - en nous informant à la fois sur les enjeux du présent et sur les pratiques du passé - l'archive produite dans le cadre de cette recherche apporte des éléments à la compréhension de l'histoire du temps présent au Maroc.

Durant cette dernière décennie, les initiatives qui visent à produire des archives documentant les transformations des sociétés du Maghreb et du Machrek se sont multipliées et les acteurs impliqués dans la production d'archives se sont diversifiés.² Cette « fièvre archivistique » s'inscrit dans un contexte général marqué par les changements importants que connaît la région depuis le début des années 2000. Les archives qui attirent tout particulièrement l'attention, dans ce contexte, sont le résultat

¹ Bertrand Müller, "Archives orales et entretiens ethnographiques. Un débat entre Florence Deschamps et Florence Weber, animé par Bertrand Müller", *Genèses* 1, no. 62 (2006) : 93-109.

² Voir Donatella della Ratta, Kay Dickinson, Sune Haugbolle (eds.), *The Arab Archive : Mediated Memories and digital Flows*. Theory on demand 35 (Institute of Network Cultures : Amsterdam, 2020).

d'initiatives portées par des institutions, des organisations non étatiques ou encore des individus soucieux de documenter leurs expériences par écrit ou en rendant accessible – à travers des outils numériques – des fonds d'archive personnels ou de famille. Aux recueils de témoignages, galeries de vidéos, blogs personnels et collections de graffitis, s'ajoutent ainsi les collections de photographies, pamphlets, écrits et archives personnelles mis à disposition sur le net.

Ces archives sont des sources importantes pour les chercheuses et chercheurs qui s'intéressent à l'histoire du temps présent et à l'étude du changement social et politique dans les sociétés du Maghreb et du Machrek. Elles documentent le changement à travers les paroles ou les écrits d'acteurs qui l'ont vécu - parfois au moment même où ils ou elles le vivent- et contribuent à rendre visible la perspective d'actrices et d'acteurs ignorés par les récits dominants.³ Mais ces archives ne permettent pas d'appréhender le changement à toutes les échelles sociales. Les femmes situées à la marge des principales catégories qui dominent l'écriture de l'histoire du temps présent au Maroc en sont par exemple absentes. Il s'agit de femmes qui ne sont ni les victimes d'exactions et de violences politiques et sécuritaires, telles que celles documentées par l'Instance équité et réconciliation (IER) au Maroc, ni des militantes politiques qui ont marqué l'histoire du pays par leur implication dans la lutte pour l'indépendance ou par leur engagement en faveur des droits des femmes⁴ : elles appartiennent à un quotidien plus prosaïque, mais également important pour comprendre les processus en cours. C'est le cas des femmes qui seront au centre des pages qui vont suivre : des femmes qui vivent et s'engagent dans des associations de quartiers populaires de la banlieue nord-est de Casablanca.

Je les ai étudiées dans le cadre d'une recherche plus large sur la transformation de la sphère associative locale au Maroc depuis les années 1960. Les femmes en question sont les actrices d'un processus de féminisation des associations de leurs quartiers, mais ni l'engagement, ni la parole de ces actrices associatives, ni les quartiers dans lesquels se déploie leur action n'avaient attiré l'attention des chercheurs et peu de documents écrits informaient sur leur expérience, action et trajectoires. Pour produire mes propres sources écrites, j'ai donc eu recours aux entretiens, une source privilégiée qui offre « la possibilité à ceux qui n'en ont ni l'autorité ni la légitimité de 'prendre la parole' ». ⁵ C'est ainsi que j'ai rassemblé, durant une année, les récits de vie de cinquante dirigeantes et dirigeants d'association, et les analyses que j'ai produites sur la base de ces récits ont été publiées sous la forme d'une monographie.⁶ Cette monographie, comme les matériaux sur lesquels elle repose, est précisément l'archive sur laquelle va reposer cette contribution.

³ Voir les blogs personnels et les galeries vidéo qui documentent, depuis 2011, les soulèvements ou encore les guerres civiles dans la région. Della Ratta, Dickinson, Haugbolle, *The Arab Archive*; Hoda Elsadda, "An Archive of Hope : Translating Memories of Revolution", in *Translating Dissent : Voices from and with the Egyptian revolution*, ed. Mona Baker (New York: Routledge, 2016), 148-160.

⁴ Comme le note Irene Bono, l'écriture de l'histoire de la construction de l'Etat national marocain est dominée par la catégorie des héros de la lutte pour l'Indépendance et celle des victimes de l'Etat autoritaire. Irene Bono, "Rescuing Biography from the Nation. Discrete Perspectives on Political Change in Morocco", in *Making sense of Change: Methodological approaches to Societies in Transformation*, ed. Yasmine Berriane et al. (London: Palgrave Macmillan, à paraître). Précisons qu'au sein de ces deux principales catégories, tous n'ont pas leur place dans l'histoire dominante. Au sein de la catégorie des héroïnes de la lutte pour l'Indépendance, par exemple, les femmes issues de milieux modestes et populaires représentent l'une des catégories restées invisibles de l'histoire officielle du pays – et ce même lorsqu'elles ont joué des rôles clefs dans l'histoire du mouvement nationaliste. Voir Alison Baker, *Voices of Resistance. Oral Histories of Moroccan Women* (Albany : State University of New York Press, 1998), 161-162; Assia Benadada, "Les femmes dans le mouvement nationaliste Marocain », *Clio: Histoire, femmes et sociétés* 1:9 (1999) : 67-73.

⁵ Müller, "Archives orales », 93.

⁶ Yasmine Berriane, *Femmes, associations et politique à Casablanca* (Rabat : Centre Jacques Berque, 2013).

Le mot « marges » dans le titre de cette contribution ne fait donc pas seulement référence aux catégories sociales sur lesquelles porte l'analyse, mais aussi au type d'archives que je compte utiliser. Je prendrai en effet appui sur des archives qui ne correspondent pas au sens conventionnel et institutionnel qui est habituellement donné au terme. J'aborderai des sources qui se situent en quelque sorte aux marges de l'archivage : des archives produites par la recherche ethnographique, méthode phare de l'anthropologie, et aujourd'hui devenue centrale chez les sociologues. Le rapport des sociologues et des anthropologues aux archives est double. D'une part, ils peuvent avoir recours à des archives (au sens plus conventionnel du terme) pour comprendre la genèse d'un fait présent. C'est ce qu'illustre, dans le présent dossier, la contribution de l'anthropologue Katherine E. Hoffman.⁷ D'autre part, à travers la production d'ethnographies, anthropologues et sociologues contribuent eux-mêmes à produire – pour reprendre la formulation de George E. Marcus – des « archives pour le futur ». Selon lui, les ethnographies produites sur des sociétés contemporaines participent en effet à un « processus de production de l'histoire au présent » qui fournit des documents, des observations et des analyses pouvant servir de base, plus tard, à des interprétations de l'histoire de ces sociétés.⁸ Ces archives prennent diverses formes. Les carnets de terrain, enregistrements, prises de notes ou entretiens retranscrits et conservés dans les archives personnelles des chercheurs restent le plus souvent inaccessibles au public. Le débat autour du partage de ces données et donc de la possibilité qu'ils soient revisités par d'autres chercheurs est en cours. Il met en évidence les apports d'une telle démarche, mais aussi ses limites : la nécessité de respecter les principes d'anonymat et de confidentialité et l'importance accordée à la contextualisation de toute situation d'enquête (prenant notamment en compte la relation particulière entre enquêteur et enquêté)⁹. Pour l'instant, la partie la plus accessible de cette « archive pour le futur » reste donc la partie publiée, sous forme de monographies ou d'articles par exemple.

En partant de cette compréhension de l'archive, je revisiterai donc ici une recherche ethnographique menée entre 2006 et 2010 et dont les résultats ont été publiés en 2013. L'archive ici est non seulement représentée par le livre qui en est issu, mais aussi par les entretiens, notes et enregistrements que j'ai gardés dans ma base de données personnelle. Ce sont ces archives qui me permettent, aujourd'hui, de réfléchir aux conditions de production du récit sur la base duquel a été construite cette monographie. En m'intéressant au processus de co-production de ce récit, je montrerai non seulement comment – en tant que chercheuse – j'ai moi-même tracé les contours du cadre narratif dans lequel la parole des femmes est ensuite venue s'inscrire, mais aussi comment ces dernières ont à leur tour orienté et façonné la production de l'archive – et par conséquent aussi de ma recherche. Ensuite, j'explorerai comment ce processus est intimement lié aux projets personnels et collectifs qu'elles portent. Plus particulièrement, je montrerai comment il s'inscrit dans les stratégies de légitimation qu'elles ont développées pour

⁷ Sur l'utilisation des archives comme source par les sociologues, voir aussi Susanna Magri, "Archives et construction de l'objet. Un parcours de recherche sur les politiques de l'habitation populaire", *Espaces et Sociétés* 3, nr.130 (2007) : 13-26 ; Liora Israël, « L'usage des archives en sociologie », in *L'enquête sociologique*, ed. Serge Paugam (Paris : Presses Universitaires de France, 2012), 167-185.

⁸ George E. Marcus, "The once and future ethnographic archive", *History of the Human Sciences* 11, no.4 (1998) : 50.

⁹ Les points centraux de ce débat sont présentés dans Till Geiger, Niamh Moore, Mike Savage, "The Archive in Question", *National Centre for Research Methods, NCRM/016* [En Ligne] (2010), consulté le 8 juin 2020. URL: <http://eprints.ncrm.ac.uk/921/>. Sur les apports d'une "revisite" d'archives ethnographiques voir Gilles Laferté, "Des archives d'enquêtes ethnographiques pour quoi faire? Les conditions d'une revisite", *Genèses* 2, no.63 (2006) : 25-45. Sur les difficultés à mettre en œuvre une telle démarche voir la perspective développée par Florence Weber dans Müller, "Archives orales », 93-109.

s'imposer dans un espace largement dominé par les hommes et par des élites associatives établies à l'échelle nationale.

En mettant en évidence les stratégies de légitimation, il ne s'agit pas de mettre l'accent sur la manipulation du récit par les enquêtées, ni d'en questionner la « véracité ». Comme tout récit biographique et toute histoire orale, les récits de mes interlocutrices sont des « reconstructions subjectives ». Mais – et c'est sur ce point que j'aimerai mettre l'accent – ces reconstructions sont redevables de « contraintes objectives » que les récits permettent d'éclairer.¹⁰ Ces contraintes renvoient, tout d'abord, à la rencontre particulière sans laquelle l'archive dont il est question dans cet article n'aurait pas pu voir le jour : la rencontre entre moi, la chercheuse, et les enquêtées. Je m'attellerai donc à présenter les conditions de production des récits tirés de cette recherche en mettant l'accent sur la situation d'enquête : la manière dont la recherche et l'enquête ont été pensées et construites par moi, l'enquêtrice, et comment elles ont été envisagées et réinterprétées par mes interlocutrices.

Ces contraintes renvoient, ensuite, à des éléments de contexte et de conjoncture particulières que les récits permettent d'éclairer. Cette production de connaissances se fait à plusieurs niveaux. Les récits permettent tout d'abord de dévoiler des éléments de conjoncture révélés par les stratégies de positionnement de mes interlocutrices. La manière dont les récits sont construits et formulés nous informe ainsi sur les « enjeux du présent »¹¹ auxquels elles font face, au début des années 2000, en tant que femmes dirigeant des associations de quartier. Mais ces récits contiennent aussi des éléments de contexte qui renvoient aux pratiques, normes et rapports de pouvoir constituant les différents mondes sociaux dans lesquels s'est construit leur trajectoire au fil du temps : la famille, le quartier, la rue, l'école, la maison de jeune, l'université, l'association, ou encore le parti politique. En multipliant les récits et en les croisant avec d'autres sources comme par exemple des archives de presse et des monographies datant de la période décrite, il est donc aussi possible de tirer de ces récits des éléments de compréhension sur la transformation de ces différents mondes sociaux. L'archive dont il est question ici est donc redevable de ce « système de contraintes et de conditions dans lequel sont pris les enquêtés »¹². Identifier et analyser ces contraintes permet d'apporter des éléments utiles pour alimenter notre analyse du changement des rapports de genre au Maroc, et plus particulièrement sur la participation des femmes, depuis l'Indépendance, à la vie publique dans des quartiers populaires et ouvriers de la ville de Casablanca.

1- La co-production d'archives en marge de l'action sociale et militante

En tant que sociologue du politique intéressée par la transformation des sociétés du Maghreb, je suis souvent amenée à devoir reconstituer des pratiques et des normes passées en ayant recours à diverses sources : des archives personnelles gardées par mes interlocutrices et interlocuteurs ou encore des récits que ces derniers me font de leur trajectoire. L'action associative et militante représente une source riche en ce sens car le recours au passé et la documentation du présent jouent un rôle central dans l'action et la mobilisation. Dans certains contextes de mobilisation, la revendication d'un droit passe

¹⁰ Olivier Fillieule, "Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel", *Revue française de science politique* 51, no. 1-2 (2001) : 205 ; voir aussi Claude Dubar, "Trajectoires sociales et formes identitaires. Clarifications conceptuelles et méthodologiques", *Sociétés contemporaines* 29 (1998) : 73-85.

¹¹ Vincent Duclert, "Archives orales et recherche contemporaine. Une histoire en cours", *Sociétés & Représentations* 13 (2002) : 69-86.

¹² Florence Weber dans Müller, "Archives orales", 100.

en effet par la documentation minutieuse de l'action menée pour avoir ce droit et par la constitution d'une archive personnelle contenant cette documentation.¹³ Celle-ci peut être une source riche en informations pour quiconque désire étudier la mobilisation.

Ce n'est pas le cas des actrices associatives de quartier sur lesquelles a porté la recherche que je compte revisiter ici. Il s'agit de femmes engagées dans des associations de quartiers populaires de la banlieue nord-est de la ville de Casablanca tels que Sidi Moumen, Hay Mohammadi, Aïn Sbaa et Bernoussi. Dans cette partie de la ville, très peu d'associations locales possèdent des archives. Cet aspect tend certes à changer aujourd'hui avec la professionnalisation du secteur et l'arrivée de nouveaux bailleurs (nationaux comme internationaux) qui exigent que l'utilisation de fonds alloués soit documentée. Mais la documentation produite reste maigre. Dans ce contexte, le recours à l'observation, aux entretiens et aux récits de vie était donc la principale source dont je disposais lorsque j'ai débuté, en 2006, mes recherches sur les transformations de la sphère associative locale au Maroc. Cette source reposait sur la mise en récit, par des femmes dirigeant des associations locales, de leur propre expérience et de la mémoire qu'elles avaient du passé de leur quartier. Vus de ma perspective de chercheuse, les récits que je recueillais représentaient des archives orales¹⁴ qui me permettaient de saisir la manière dont elles mettaient en récit leur propre trajectoire et, par-là, la transformation de la sphère associative locale, les relations de genre et les solidarités de quartier.

Si ces récits ont vu le jour, c'est donc tout d'abord parce que j'ai fait le choix de solliciter ces dirigeantes d'association et de les faire parler de leur vie. Mon objectif initial était d'étudier les transformations sociopolitiques au Maroc en inversant la perspective habituelle. Au lieu de m'inscrire dans une réflexion sur l'éventualité d'une démocratisation ou d'une transition politique du pays, je me proposais d'analyser, à partir du « bas », les multiples recompositions et réajustements aux réformes observables à l'échelle locale.¹⁵ C'était d'abord une manière pour moi de m'éloigner des discours publics produits par l'Etat, qui tendent à insister sur les effets d'un changement pas toujours vérifiable. C'était ensuite une façon d'aller au-delà du constat d'inertie qui dominait, à cette époque, la recherche sur le changement politique dans le monde arabe : je voulais mettre en évidence les multiples reconfigurations et reproductions de pouvoir à l'œuvre au niveau local. C'était enfin pour moi, dans une optique plus militante, une manière de mettre en lumière la participation politique de ceux - et surtout celles - qui restaient habituellement absentes des travaux portant sur la région.

L'approche identifiée, il fallait ensuite choisir l'étude de cas. Elle émergea au hasard d'une conversation menée avec un ami qui vivait dans un quartier populaire de la ville de Casablanca : de plus en plus de femmes y dirigeaient des associations alors même que, quelques années plus tôt, les associations étaient des espaces exclusivement investis par les hommes. Le changement dont me parlait cet ami était un parfait exemple de ce que je voulais étudier. La transformation dont il parlait se produisait aux marges du politique et aux marges de ce que les chercheurs intéressés par les transformations sociopolitiques au Maroc avaient jusque-là considérés comme étant des objets de recherche pertinents. En même temps, l'émergence de ces dirigeantes d'associations là où on les pensait absentes symbolisait pour moi l'une de ces micro-transformations qui

¹³ Renée Saucier and David A. Wallace, "Introduction", in *Archives, Recordkeeping and Social Justice*, ed. David A. Wallace et al. (New York: Routledge, 2020), 3-21.

¹⁴ Duclert, "Archives orales", 69-86.

¹⁵ En optant pour une « analyse localisée du politique », je concevais le local comme « un lieu de naissance de productions sociales qui portent toujours en elles et dès le départ, la combinaison des deux principes, local et national ». Jean-Louis Briquet, Frédéric Sawicki, "L'analyse localisée du politique", *Politix* 2, n°7 (1989) : 13-14.

permettrait de lire comment, à des échelles diverses au Maroc, la sphère politique change. Le changement ne pouvant être saisi que sur le temps long, c'est la trajectoire personnelle de ces femmes – ou plutôt le récit qu'elles font de cette trajectoire - qui devenait une clef de lecture centrale.

Cette idée se reflétait dans ma prise de contact avec les enquêtées entre 2006 et 2007, et la manière dont je décrivais l'espace narratif dans lequel je leur proposais de me raconter leur trajectoire. Je leur expliquais que je les contactais parce qu'à travers leur engagement associatif comme femmes et leur position comme dirigeantes elles symbolisaient un changement, une rupture importante et surprenante avec le passé que je voulais comprendre en prenant appui sur leur expérience personnelle. Certes, la valorisation de l'expérience des enquêtées au moment de notre rencontre introduisait un biais qui a certainement influencé la construction des récits par la suite. Mais cette valorisation s'avérait importante au moment de la prise de contact, car les femmes que je contactais étaient surprises (voir parfois méfiantes) face à mon intérêt pour leur personne. Elles comprenaient que l'association qu'elles dirigeaient puisse attirer l'intérêt d'une chercheuse : ces associations locales qui proposaient divers services à des populations vulnérables étaient en plein essor en raison de politiques pro-participatives promues par l'Etat marocain depuis le début des années 2000. Par contre, elles s'étonnaient de l'intérêt que je portais à leur vie, qui leur semblait « ordinaire » et « sans grand intérêt ». Toutes vivent dans les quartiers ouvriers et populaires dans lesquels elles s'engagent. Elles sont issues de milieux très modestes, de parents artisans ou ouvriers. Divorcées ou célibataires, elles sont d'ailleurs nombreuses à vivre chez leurs parents. Elles ont toutes rencontré des difficultés à trouver un emploi et ont même traversé des périodes de dépression face à ce qu'elles décrivent comme une vie monotone et vide.

Au début, plusieurs de mes interlocutrices ont donc affiché des signes d'hésitations, préférant me parler d'association plutôt que d'elles-mêmes. Mais ces hésitations n'ont pas duré longtemps. Au fur et à mesure de nos rencontres, elles ont investi pleinement l'espace narratif dont j'avais délimité les contours, affichant leur volonté de partager avec moi leur histoire et de m'expliquer comment on devient dirigeante d'association. En raison du biais que j'avais moi-même introduit en mettant l'accent sur leur trajectoire associative « hors du commun », les récits étaient presque tous construits autour des aspects de leur vie qu'elles considéraient comme étant des facteurs importants qui ont marqués cette trajectoire. Lorsqu'elles s'en éloignaient trop, je réorientais le récit par des relances. Après un premier récit, je les incitais à revenir sur tel ou tel moment de la narration qui me semblaient pertinent, en leur demandant des détails. Chaque entretien pouvait durer des heures et, à la fin, c'est souvent moi qui – épuisée – proposais qu'on s'arrête.

L'entrain qu'affichaient mes interlocutrices avaient plusieurs raisons. L'une d'elle est directement liée à la production en cours de cette « archive pour le futur » que représentait, à leurs yeux, le livre que j'étais en train d'écrire. La perspective de voir leurs récits publiés dans un livre représentait pour elles une occasion de laisser des traces écrites, et donc plus durables, de leur histoires personnelle et collective. Elles y voyaient aussi la possibilité d'orienter la façon dont le livre allait représenter leur histoire, leurs actions et leur quartier. Cette archive était pour elles une opportunité de gagner en visibilité dans un contexte associatif devenu particulièrement compétitif et conflictuel et où elles devaient à la fois s'imposer face aux hommes du quartier et aux élites qui y dominaient la sphère associative. Si les politiques pro-participatives déployées par l'Etat avaient permis de diversifier les ressources financières et d'augmenter le nombre

d'acteurs associatifs, elles avaient également exacerbé les tensions et les conflits entre ces derniers et ces dernières. Comme nous le verrons plus bas, la construction de la narration révélait donc un souci de mettre en avant les aspects de leur vie qui leur permettaient de se positionner en tant qu'actrices légitimes dans un champ associatif de plus en plus compétitif et conflictuel.

Il est très important de bien saisir ces enjeux pour comprendre la manière dont mes interlocutrices construisent leur récit, les accents mis sur tel ou tel moment, mais aussi les événements absents, voire les variations qui pouvaient apparaître au sein d'un même récit au fil de mes rencontres avec la même personne. Ces enjeux sont d'autant plus centraux dans la mesure où leurs récits ont clairement orienté la forme et la structure qu'a pris par la suite l'ouvrage que j'ai tiré de cette recherche. En mettant en lumière certains aspects de leur trajectoire (tout en gardant dans l'ombre d'autres), elles pouvaient donc influencer le contenu de ce que je comptais écrire. En investissant pleinement l'espace narratif que je mettais à leur disposition, elles façonnaient leur propre « récit ». Les prochaines sections de cet article seront consacrées à ce récit et privilégieront la parole de mes interlocutrices et la manière dont elles construisent le récit. Par conséquent, ma propre intervention passera au second plan.¹⁶ C'est un choix ciblé visant à mieux mettre en évidence ce que le récit de mes interlocutrices et leurs stratégies de positionnement nous apprennent à la fois sur les enjeux du présent auxquels elles font face et les pratiques du passé qu'elles ont choisi de mettre au centre de leur récit.

2- Des « filles du quartier » : Le récit sur les origines rurales et la précarité vécue

La plupart des récits de femmes recueillis ont pour point de départ la période du protectorat français. Après avoir situé leur lieu et la date de naissance, la plupart d'entre elles consacrent un long moment à l'exode de leurs parents de la campagne vers la ville de Casablanca, en passe de devenir, à l'époque, le principal pôle économique et industriel du pays. Elles décrivent ensuite les conditions difficiles de l'installation des parents qu'elles ont vécues de première main durant l'enfance. Ce retour vers le passé m'a d'autant plus interpellé qu'il contrastait avec la question de départ que je posais à toutes mes interlocutrices pour lancer le récit : « J'aimerais que vous me racontiez comment vous êtes devenue une dirigeante d'association en commençant du début, donc par votre date de naissance et puis par votre enfance. » En débutant les entretiens, mon approche était très axée sur les personnes que j'avais face à moi. Par conséquent, j'envisageais le début du récit, en relation avec la naissance de cette personne. Si pour moi tout débutait à la naissance, pour elles tout débutait avec l'exode de leurs parents de la campagne à la ville. Comment comprendre ce choix de temporalité et de séquence, et que nous apprend ce choix ?

L'exode rurale a débuté dès la fin du 19^e siècle lorsqu'à la suite des années de sécheresse et de famine de 1868 et de 1878, des paysans ont quitté les campagnes pour migrer vers les villes côtières. L'exode vers Casablanca s'est renforcé au fur et à mesure que la ville, devenue, dès 1912, le principal port de l'administration française, prenait de

¹⁶ Mes propres interventions en tant que chercheuse sont évidemment multiples. Elles comprennent la transcription, la traduction, la réorganisation chronologique, la comparaison et l'analyse des cinquante entretiens ainsi réunis. Le croisement des informations rassemblées pendant les entretiens avec d'autres sources (archives de presse, monographies sur la période concernées...) a également joué un rôle clef au moment de l'analyse.

l'importance, se transformant petit à petit en ville industrielle avide de main-d'œuvre¹⁷. Les parents des femmes rencontrées ne font pas partie des toutes premières vagues de migrants, mais des exodes des années 1940 et 1950, comme s'accordent à le dire la plupart d'entre elles. De 1947 à 1950, le pays connaît en effet une importante expansion économique qui se répercute sur la ville, créant une forte demande de main-d'œuvre, tant masculine que féminine.¹⁸ Jusqu'en 1971, plus d'un million de personnes se seraient ainsi installées à la périphérie de Casablanca¹⁹. Les migrants ruraux s'installent, dans un premier temps, dans le vieux centre-ville traditionnel (vieille médina), puis dans la nouvelle médina construite par les autorités françaises dans les années 1930 pour reloger les populations qui s'étaient installées dans des quartiers insalubres non loin des quartiers résidentiels réservés aux Européens. Les nouveaux habitants s'implantent aussi dans les bidonvilles situés à proximité des chantiers ou des zones industrielles. C'était notamment le cas des Carrières Centrales²⁰ et du bidonville de Ben Msik²¹, où certaines des familles en question se sont installées pour des périodes plus ou moins longues.

L'arrivée des parents à Casablanca a été suivie chez la plupart des familles par un ou plusieurs changements du lieu de résidence. Généralement, ce déplacement s'est fait d'un habitat insalubre situé dans un bidonville vers un habitat en dur sous forme de logements économiques ou sociaux. Ces déplacements renvoient à la mobilité sociale des familles mais ils évoquent également les transformations urbanistiques que connaît la ville au fil du temps et tout particulièrement le développement de ce qu'André Adam appelait « la couronne prolétarienne » de Casablanca.²² Ainsi, au terme du périple migratoire de leurs parents et d'une phase plus ou moins longue d'installation dans la ville, la grande majorité des dirigeantes associatives interviewées ont grandi dans des quartiers périphériques regroupant des logements économiques, des cités de recasement et des bidonvilles. Il s'agit de la partie nord et est de la ville qui englobe surtout des secteurs dédiés à l'industrie et des quartiers dits « populaires » rassemblant une part notable de la population ouvrière de la ville.

L'importance accordée par mes interlocutrices au passé de leurs parents m'a amené à introduire mon ouvrage par un chapitre entier consacré à l'émergence de ces quartiers et à la vie quotidienne en leur sein alors même que cet aspect n'avait initialement pas été prévu comme axe de recherche. Ce premier chapitre m'a permis de décrire dans quel contexte les femmes dont je retraçais le parcours étaient nées. Cette mise en contexte s'est avérée essentielle car elle permettait de saisir les difficultés que rencontraient les habitants de ces quartiers et donc de mieux situer le rôle qu'y jouaient aujourd'hui les associations locales. En reconstituant ainsi l'histoire des quartiers et des populations qui l'habitent, j'ai également pu saisir l'hétérogénéité sociale qui caractérise ces quartiers communément qualifiés de « populaires ». Au fil des différentes vagues d'exode, des

¹⁷ Sur un historique plus détaillé, voir Abdelkader Kaioua, *Casablanca. L'industrie et la ville* (Tours : Urbama, 1996), 49-105.

¹⁸ Alison Baker, *Voices of Resistance. Oral Histories of Moroccan Women* (Albany : State University of New York Press, 1998), 161-162.

¹⁹ Robert Escallier, *Citadins et espace urbain au Maroc*, t. 1 et 2 (Tours : CNRS, 1981), 220.

²⁰ Ce bidonville, l'un des plus grands et des plus anciens de la ville, date de 1920, année de la construction de la centrale thermique des Roches Noires. Comprenant 300 baraques en 1925, ce bidonville sera déplacé à plusieurs reprises par les autorités de la ville avant de se stabiliser en 1939 à Hay Mohammadi, atteignant 20 000 habitants en 1949. Kaioua, *Casablanca*, 300.

²¹ Ce bidonville est aussi apparu pendant la période du protectorat et a également été déplacé à plusieurs reprises par l'administration française. Selon les recensements de l'époque, 11 809 ménages y vivaient en 1955. Il s'agissait surtout d'une population d'ouvriers et d'artisans. Kaioua, *Casablanca*, 300.

²² Adam, *Casablanca*, 85.

nombreux programmes de relogement et de construction, mais aussi des stratégies individuelles et collectives d'insertion dans la ville, ces quartiers ont connu d'importants processus de transformation et de différenciation sociale. Une majorité des habitants y vit aujourd'hui dans des logements économiques. Bien que très modeste, ce type d'habitat contraste avec celui qui prévaut dans les bidonvilles voisins. Ce contraste permet non seulement de mettre en évidence l'hétérogénéité des types d'habitats. Il permet également de mettre en évidence les hiérarchies sociales qui traversent ces mêmes quartiers et qui s'expriment notamment par le degré d'intégration à la ville des différentes populations qui y vivent. De par leurs origines socio-spatiales, les femmes que j'ai interrogées s'y placent dans une position relativement aisée par rapport aux populations arrivées plus tard (par exemple, depuis les exodes des années 1980) et qui vivent dans les bidonvilles avoisinants. Comme je le montrerai plus bas, cette distinction s'est avérée essentielle à ma compréhension des trajectoires de mes interlocutrices.

Or, au fur et à mesure que j'avais dans ma recherche, l'insistance apportée par mes interlocutrices aux origines rurales et aux difficultés de l'installation de leurs parents en ville répondait à un tout autre enjeu. Cette dimension de leur parcours remplissait non seulement un rôle important dans la manière qu'elles avaient à se présenter à moi, la chercheuse. Comme je l'ai constaté en croisant leurs récits avec mes observations sur le terrain, lors de réunions ou d'événements publics par exemple, c'était aussi un élément récurrent des discussions qu'elles menaient avec les autorités locales, de potentiels bailleurs et les bénéficiaires de leur association. Parler des origines de leurs parents, de leur arrivée en ville et des difficultés économiques qu'elles ont connues (et que certaines connaissent encore), c'était en fait parler de leur « expertise locale » et de leur capacité à mener un travail de « proximité », réalisé au plus proche du terrain. Les références à l'origine rurale de leurs parents, à la tribu dont ces derniers sont issus, aux conditions difficiles de leur installation en ville et à la précarité vécue durant leur enfance participent, en fait, d'un récit plus large autour de leur identité de « filles du quartier » (*bent al-hay*). C'est à travers cette identité qu'elles définissent et légitiment leur rôle en tant qu'actrices associatives. Elle leur permet de montrer qu'elles ont une connaissance fine des besoins de la population locale. Le fait qu'elles aient été directement confrontées aux problèmes que vivent les habitants, les habiliterait non seulement à mieux identifier leurs besoins mais les munirait également de la capacité de mieux communiquer avec cette population.

Dans le contexte actuel de promotion de la participation par le bas, les expressions « expertise locale » et « proximité » sont en fait des mots clefs des politiques de développement. Ils sont particulièrement valorisés par les autorités publiques et les bailleurs, notamment au moment de distribuer les ressources allouées aux associations de quartier. Dans un contexte de concurrence accrue où une multitude d'acteurs associatifs — plus ou moins bien établis — tentent de se faire une place sur la scène associative locale et d'accéder aux ressources nécessaires à la pérennisation de leur organisation, l'argument de la proximité prend toute son importance dans la lutte de pouvoir observable entre acteurs associatifs locaux et nationaux, y compris les associations féministes actives à l'échelle nationale. Si ces dernières disposent de meilleurs contacts avec les autorités politiques et les bailleurs internationaux, elles sont également décrites par mes interlocutrices comme n'étant pas capables de travailler au plus proche du terrain — ce terrain qu'elles-mêmes en tant que « filles du quartier » connaissent parfaitement.

3- Normes sociales et ouverture sur un monde nouveau

« Nous étions une famille traditionnelle, tout en étant une famille très unie. La place du père c'était la place du père, la place de la mère c'était la place de la mère, la place des sœurs c'était la place des sœurs, la place des frères... chacun avait sa place dans la famille. (...) A neuf heures du soir, quand mon père rentrait à la maison, elle [la mère] avait préparé le dîner, les enfants avaient fait leurs devoirs, ils avaient déjà mangé. (...) Elles [les femmes du quartier] n'avaient pas le droit de sortir sans la permission de leur mari. Mais elles s'arrangeaient. Elles s'arrangeaient toujours. »²³

Parmi les autres volets que l'on retrouve dans quasiment tous les récits, il y a la description que mes interlocutrices font de la division des rôles au sein de leur famille, mettant tout particulièrement l'accent sur le quotidien de leur mère. Ces descriptions contiennent des éléments intéressants qui permettent d'illustrer la vie quotidienne dans cette partie de la ville durant les années 1960 et 1970. Elles offrent également des éléments pour saisir les manières variables dont l'accès des femmes à l'espace public était agencé. Mais là aussi, l'insistance de mes interlocutrices sur cette partie du récit n'est pas fortuite. Si l'origine rurale des parents et l'expérience de la précarité vécue au sein du quartier renvoient à ce qui les rapproche des principales bénéficiaires de leur association, la description faite de leur mère contient des éléments qui leur permettent de se différencier de la majorité des autres femmes du quartier.

Toutes s'accordent dans un premier temps sur la division très stricte des rôles au sein de leur famille : le père travaille, la mère s'occupe du foyer. L'extrait de Halima cité ci-dessus l'illustre bien. Cette répartition des fonctions et du pouvoir s'accompagnait d'une ségrégation spatiale entre les sexes : la sphère publique (au sens aussi bien physique que politique) est réservée aux hommes, l'espace privé ou domestique est attribué aux femmes²⁴. Dans les cas les plus extrêmes, la sortie hors des murs de cet espace leur était interdite. D'un autre côté, leur récit est truffé d'allusions et de situations qui remettent en question cette division nette entre les espaces et les sexes. Au fil des récits, on s'aperçoit que le quotidien des familles se laisse difficilement enfermer dans une définition rigide des rapports de pouvoir. C'est ce que résume d'ailleurs la remarque par laquelle Halima clôt son témoignage repris plus haut. Mentionnant les restrictions que rencontrait sa mère (et les autres femmes du quartier), elle ajoute : « Mais elles s'arrangeaient. Elles s'arrangeaient toujours ».

La répartition très stricte des tâches au sein de la famille pouvait cacher, par exemple, le monopole de pouvoir des mères sur les décisions relatives au fonctionnement quotidien de la famille, mais également sur la planification de l'avenir des enfants. Quant au degré d'accès à l'espace public de la rue, il dépendait des activités incombant à la maîtresse de maison, et notamment de la nécessité ou non de faire les courses quotidiennes. C'est l'une des premières choses que me précisaient les enquêtées lorsqu'elles parlaient de leur mère : devaient-elles aller elles-mêmes au marché ou non ? Cette précision porte en elle une information cruciale sur leur degré d'accès au monde extérieur. Si elles ne devaient pas faire le marché, cela signifiait que c'était leur mari ou

²³ Extrait d'entretien avec Halima, 53 ans, co-fondatrice d'une association féminine locale à Hay Mohammadi où elle a grandi. Entretien réalisé en janvier 2007.

²⁴ L'importance de l'exclusion des femmes de la sphère publique dans les sociétés dites patriarcales est décrite dans Fatema Mernissi, *Beyond the Veil. Male Female Dynamics in a Modern Muslim Society* (New York: Halsted Press, 1975), xii.

leurs enfants qui s'en chargeaient, et que les sorties de ces mères en dehors des limites de la rue et du voisinage étaient très limitées. Ne pas se charger des courses pouvait également signifier ne pas avoir un accès direct au budget familial, qui restait entre les mains du mari, ce qui avait donc des répercussions sur l'autonomie financière des femmes.

Par contre, lorsqu'elles se chargeaient elles-mêmes des courses, alors leur degré de mobilité spatiale était beaucoup plus grand. Prendre en charge l'achat des provisions répondait à un besoin, d'ordre très pratique, et dépendait largement de la profession du mari. Lorsque ces derniers étaient des ouvriers, ils avaient rarement le temps de s'occuper de cette tâche à cause des horaires de travail quotidien à l'usine.

« Toutes les femmes de notre *derb* faisaient elles-mêmes les courses. Elles allaient ensemble au souk. De toute façon, ce n'était pas possible autrement parce que tous les hommes étaient des ouvriers. Ils travaillaient beaucoup et ne rentraient que le soir pour le dîner. Ils n'auraient pas eu le temps d'aller faire les courses. Les femmes allaient au souk ensemble.²⁵ »

Selon les récits rassemblés, ces sorties quotidiennes des femmes du quartier dépendaient souvent des pratiques et normes prédominantes dans chaque îlot d'habitation, autrement dit du fait que les femmes y « sortaient » ou non, et si c'était le cas, cela leur permettait d'aller faire les courses ensemble. La séparation genrée des espaces publics et privés perdait également de son acuité lorsque les femmes devaient investir le marché du travail afin de co-subvenir aux besoins de la famille. C'était d'autant plus important lorsqu'il n'y avait plus ou pas d'hommes dans le foyer à la suite d'un divorce ou du décès du mari par exemple, un phénomène relativement fréquent à Casablanca, où selon Alison Baker plus de 12% des femmes étaient veuves ou divorcées entre 1951 et 1952²⁶. Les femmes restées seules à la tête d'un foyer investissent le rôle de chef de famille. Cette tendance interpelle André Adam qui voyait dans ce qu'il appelle les « familles matriarcales » le résultat d'une « curieuse évolution » des familles patriarcales à Casablanca où la proportion importante de divorces et le chômage « amènent la femme à prendre des responsabilités qui s'offrent à elles beaucoup plus rarement dans les classes moyennes ou supérieures de la société. »²⁷

Nawal a grandi dans une telle famille. Après le décès de son père, c'est sa tante paternelle (qu'elle appelle *mama*) qui hérite de la position de chef de famille qu'elle partageait avec son frère auparavant. C'est elle qui se charge, dans un premier temps, de subvenir aux besoins de la famille (grâce à un travail de femme de ménage) tout en contrôlant les faits et gestes des autres membres de la famille. Ce contrôle incluait non seulement les enfants de son frère défunt dont elle prenait en charge l'éducation d'une main de fer (« c'était comme à l'armée ») mais également l'épouse de ce dernier (que Nawal appelle *mui*). Dans le quartier, ce ménage géré par une femme était connu comme étant particulièrement strict, conservateur (*muhâfidîn*) et fermé sur lui-même (« notre porte était toujours fermée »). *Mama* n'acceptait aucun écart par rapport aux normes et imposait un régime strict qui réduisait au minimum les sorties des filles de la famille à

²⁵ Extrait d'entretien avec Houria, 44 ans, née à Casablanca, conseillère d'une association locale d'artisans créée en 2001. Entretien réalisé Septembre 2007.

²⁶ Entre 1951 et 1952, plus de 12% des femmes vivant à Casablanca étaient veuves ou divorcées. Baker, *Voices*, 164.

²⁷ Adam, *Casablanca*, 745.

l'extérieur du foyer et interdisait toute interaction avec des hommes étrangers au cercle familial. Mais le régime strict instauré par *mama* connaît ses propres failles, dont l'émancipation graduelle de *mui*, la mère de Nawal. Ce changement est surtout lié aux difficultés économiques que rencontre la famille. Le budget familial ne suffisant pas à subvenir aux besoins des quatre enfants, *mui* arrive à convaincre *mama* de la laisser travailler d'abord comme femme de ménage et, ensuite, comme porteuse de caisse de légumes. La nécessité économique, et notamment la précarité de certaines familles, rendaient obsolètes les obstacles socio-culturels au travail des femmes et à leur accès à la sphère publique²⁸.

Par ailleurs, si les mères sont toutes décrites comme analphabètes, les femmes interviewées nuancent presque toujours leurs propos en employant le terme de «*wâ'ya*» par lequel elles expriment l'idée selon laquelle les mères étaient ouvertes d'esprit et conscientes des changements que connaissait le pays. D'autres termes viennent accompagner ce qualificatif et renforcer cette compréhension : les mères sont présentées comme « en avance sur leur temps » (*mtqadma*) et ayant « l'esprit ouvert » (*mnfâtha*). Parmi les facteurs qui auraient permis cette ouverture sur le monde nouveau dans lequel ces familles s'étaient installées, mes interlocutrices mentionnent les foyers féminins instaurés durant la période coloniale mais aussi la radio qui a fait son entrée dans certains des ménages à travers des émissions comme celle de *Sayyida Laila*. Animée par Malika Meliani²⁹, cette émission diffusée quotidiennement connut un grand succès auprès des femmes issues de classes populaires. Transmise en arabe dialectal, elle touchait à des thématiques sociales et s'inscrivait dans un processus de vulgarisation de normes d'hygiène et de santé et de conseils relatifs au droit³⁰. En cela la radio servait à diffuser de nouvelles normes promues par l'Etat au lendemain de l'indépendance, dont la nécessité de scolariser les filles et les avantages de l'entrée des femmes sur le marché du travail. D'ailleurs, contrairement à leur mères, toutes mes interlocutrices ont été scolarisées. Un nombre important d'entre elles a interrompu sa scolarité en cours de route (le plus souvent juste avant d'obtenir le baccalauréat) mais d'autres ont poursuivi leurs études jusqu'à l'université. Les compétences scolaires ainsi acquises jouent un rôle central dans leur quotidien d'actrices associatives. Elles leur permettent d'être formatrices et enseignantes, animant des ateliers de couture et des cours d'alphabétisation par exemple. Elles leur permettent aussi d'agir comme intermédiaire entre la population et les autorités publiques, de contacter les bailleurs et de se montrer comme représentantes des femmes qui ne peuvent ni lire ni écrire.

L'image que les femmes interrogées donnent de leur mère est donc celle de femmes qui, au-delà de leur incapacité de lire ou d'écrire, se trouvaient à cheval sur deux mondes, celui des « valeurs anciennes » et celui des « valeurs nouvelles ». Ce sont d'ailleurs les mères qui sont présentées comme le principal moteur derrière la scolarisation des enfants. Cette vision se nourrit de l'expérience vécue par les dirigeantes interrogées, en tant qu'enfants et adolescentes, dans un univers en pleine mutation. La description qu'elles font du quotidien de leur mère permet ainsi de produire un récit qui questionne l'idée selon laquelle les femmes auraient été cantonnées à l'espace privé de la

²⁸ Voir par exemple, Nadia Hijab, "Women and work in the Arab World", in *Women and Power in the Middle East*, ed. Suad Joseph, Susan Slyomovics (Philadelphia : Univ. of Pennsylvania Press, 2001), 47.

²⁹ Malika Meliani fait partie de la toute première génération de femmes journalistes au Maroc. Elle a connu une très grande popularité durant les années 1960 et 1970 en animant, dès 1958, une série d'émissions consacrées aux femmes.

³⁰ Pour plus de détails voir par exemple « Sayda Laïla : une célèbre anonyme », *Aujourd'hui le Maroc*, édition du 24 février 2006 ; « Le social derrière le micro », *Maroc Hebdo*, édition du 23-29 mai 1998, n° 324.

maison. C'est d'ailleurs non sans une certaine fierté que mes interlocutrices décrivent la position importante des femmes au sein de leur famille et de leur quartier et la renégociation au quotidien des normes censées régir la division entre les espaces. C'est d'ailleurs dans la continuité de ces négociations et redéfinitions des normes qu'elles situent leur propre trajectoire rendue possible, en grande partie, par la plus grande liberté de mouvement dont elles bénéficiaient au sein de leur famille et par leur accès à l'école.

Or l'importance accordée à l'intégration des parents au tissu urbain et à leur propre parcours scolaire leur permet également d'alimenter un autre récit clef sur leur rôle en tant qu'actrices associatives : le récit de ce qui les différencie des autres habitants du quartier, celles et ceux qui bénéficient des services d'associations. Ce récit de valorisation de soi nourrit la construction de hiérarchies sociales basées sur la distinction entre des « établies » (de part une plus longue trajectoire d'insertion en ville) et des « nouveaux venus » (en référence aux habitants du quartier moins bien établis et vivant dans des situations de précarité, avec un accès plus limité au savoir).³¹ Comme je le mentionnais plus haut, les quartiers populaires en question ne sont pas homogènes. Ils sont traversés par des hiérarchies sociales qui s'expriment notamment par le degré d'intégration à la ville des différentes populations qui y vivent. Les femmes que j'ai interrogées s'y placent dans une position relativement aisée par rapport aux populations arrivées plus tard et qui vivent dans les bidonvilles avoisinants. D'origine très modeste, passant parfois par des situations de sérieuse précarité, elles évoluent néanmoins dans un environnement socio-spatial que l'on pourrait qualifier d'intermédiaire, situé à l'intersection entre les quartiers plus aisés, au centre et à l'ouest de la ville, et les nombreux sites « sous-intégrés »³² qui continuent d'accueillir, aujourd'hui, des populations venues des campagnes. Or, en milieu rural, le taux d'analphabétisme des femmes reste élevé. Ces dernières, lorsqu'elles ont migré en ville durant les exodes des années 1980 et 1990 sont venues grossir la proportion de femmes analphabètes vivant dans les quartiers périphériques de la ville de Casablanca. Ce sont ces populations qui représentent une part importante des bénéficiaires des associations dirigées par mes interlocutrices.

Si leur proximité avec les habitants du quartier contribue à asseoir leur rôle d'expertes locales et de représentantes des intérêts de la population, l'importance accordée à leur statut d'instruites passe, paradoxalement, par leur distanciation vis-à-vis de cette même population qu'elles décrivent, dans ce cas, comme étant « illettrée », « non éduquée » ou encore « ignorante ». Ainsi les difficultés qu'elles rencontrent dans leur travail sont souvent identifiées comme étant causées par « les mentalités des gens d'ici », par leur « conservatisme » et leur manque « d'ouverture sur les changements en cours ». Cet aspect met en lumière le paradoxe inhérent à leur statut d'intermédiaire qui implique à la fois une proximité à la population représentée et une prise de distance liée aux compétences dont elles se prévalent en tant que dirigeantes d'association.

4- Comités de quartier et participation politique des femmes du quartier

Les récits rassemblés contiennent de nombreuses sections dédiées à la vie politique du quartier depuis les années 1960. La vie politique est comprise ici au sens large : elle englobe la gestion quotidienne des relations de voisinage et des conflits et la représentation des habitants auprès des autorités locales. Ces descriptions permettent non

³¹ Norbert Elias, John Lloyd Scotson, *The Established and the Outsiders. A Sociological Enquiry into Community Problems* (London: Frank Cass & Co., 1965).

³² Mohamed Naciri, « Les formes d'habitat 'sous-intégrés'. Essai méthodologique », *Hérodote* 19 (1980) : 13-70.

seulement de saisir les modalités de cette forme de gouvernance locale. Elles permettent aussi d'y inclure les femmes comme actrices de la vie politique de quartier. Les descriptions qu'offrent mes interlocutrices contrastent avec les récits dominants qui occultent ou ignorent la participation politique des femmes appartenant à des milieux modestes et populaires. Mais cette séquence du récit a aussi une toute autre fonction. Elle permet de tracer une généalogie et donc une continuité entre les associations de quartier d'aujourd'hui et les réseaux de solidarités et d'action sociale d'hier – offrant par là un contre-récit à celui de leurs principaux détracteurs qui insistent sur le caractère étranger au quartier des associations et des normes qu'elles véhiculent.

Ainsi, presque toutes mes interlocutrices mentionnent le rôle que jouaient – durant leur enfance et adolescence - des comités informels au sein du quartier. Ces rassemblements que Françoise Navez-Bouchanine qualifie de « comités des sages »³³ étaient formés d'hommes, qui se réunissaient pour discuter d'une question ou d'un cas à problème et y apporter une solution commune.

« En cas de problème dans le *derb*, ils se rassemblaient et essayaient entre eux d'y trouver une solution. C'étaient surtout les hommes qui faisaient ça, pas les femmes. Les hommes de la génération de mon père ne laissaient pas leur femme sortir. C'était inconcevable. »³⁴

« C'étaient les hommes du quartier qui décidaient de ce qui allait y être fait. Ils se rassemblaient dans une maison ou un coin de rue. Il y en avait toujours un, généralement le plus respecté et le plus âgé du quartier, qui venait frapper aux portes lorsqu'il y avait un problème ou une question à discuter. Il frappait à la porte de chaque maison pour dire à l'homme de la maison de rejoindre les autres »³⁵.

D'après les récits rassemblés, ces comités se basaient sur des relations de solidarités de voisinage nourries par l'échange de services, de visites et d'invitations. Les fonctions des comités étaient multiples. Il s'agissait par exemple de coordonner les actions d'aide au niveau du voisinage : à l'occasion d'un deuil ou d'une naissance, d'une fête de mariage ou de fiançailles, un comité local s'organisait pour collecter les dons et coordonner l'aide à apporter aux habitants concernés. Ces comités avaient également à l'œil les habitants du quartier, surveillant leurs agissements, veillant au respect des normes sociales et intervenant en cas de transgression. Ils jouaient aussi un rôle d'intermédiation sociale en cas de disputes entre voisins ou de litiges au sein d'un couple. Ces assemblées servaient enfin d'intermédiaires entre les habitants et les autorités locales pouvant, selon les cas, faciliter l'accès à des documents administratifs ou encore contacter les autorités locales en cas de problème d'ordre sanitaire (égouts bouchés, amoncellement de déchets, etc.).

Pour nommer ces rassemblements, les unes utilisent des périphrases telles que « les rassemblements d'hommes » (*tajammu'ât dyâl ar-rijâl*) ou « les hommes qui se

³³ Françoise Navez-Bouchanine, "Villes, associations, aménagement au Maroc. Quelques clés de lecture", *Les Annales de la recherche urbaine* 89 (2001) : 115.

³⁴ Latefa, 45 ans, veuve, études universitaires interrompues, secrétaire générale d'une association créée en 2005.

³⁵ Nawal, 44 ans, célibataire, licenciée, conseillère de deux associations féminines de développement social. Entretien réalisé en septembre 2007 à Casablanca.

réunissent » (*ar-rijâl li-kây jtâm^cu*), d'autres parlent simplement de « réunion » (*ijtimâa*). Dans certains cas c'est le terme « *jmâ^ca* » qui est utilisé. Il est fort probable qu'il s'agisse en fait de ce que Françoise Navez-Bouchanine a appelé des « *jmâ^ca* réadaptées »³⁶ qui s'inspirent du modèle des *jmâ^ca* traditionnelles.³⁷ Structures très informelles à l'ère pré-coloniale, elles ont été intégrées à l'appareil administratif et judiciaire et instrumentalisées comme outil de mobilisation contrôlée sous le protectorat.³⁸ Elles ont depuis connu d'autres transformations qui ont notamment été documentées par les chercheurs en relation avec le développement du secteur associatif.³⁹

Les comités de quartier sont habituellement présentés comme des espaces exclusivement masculins. Mais les récits que mes interlocutrices font de ces comités indiquent que les femmes participaient activement au fonctionnement de cet outil de gouvernance locale. C'est tout d'abord le cas pour les familles dirigées par une femme. Ainsi, lorsque le « comité des sages » se réunissait dans le quartier de Nawal, c'est la tante de cette dernière qui représentait le ménage qu'elle dirigeait d'une main de fer depuis le décès de son frère.

« L'un des hommes, en général le plus respecté du quartier, le plus âgé, venait frapper à la porte de chaque maison pour dire à l'homme de venir rejoindre les autres. Arrivé chez nous, il demandait à *mama* de descendre à la place d'un homme. D'ailleurs, elle savait se faire entendre, ce n'était pas une femme silencieuse.⁴⁰ »

Par ailleurs, même si leur participation n'y était pas visible, les femmes jouaient un rôle central pour le fonctionnement des comités de quartier. Certaines se chargeaient de seconder les hommes en agissant comme interface avec les autres femmes du voisinage. Ainsi, lors des collectes de dons, une femme accompagnait souvent l'homme responsable pour rendre possible l'accès au sein des foyers en cas d'absence du chef de ménage. Si les hommes coordonnent la distribution publique de l'aide entre voisins lors de certaines occasions (deuil, mariage, fiançailles, etc.), les femmes se chargent de préparer les repas pour cette occasion. L'échange quotidien de produits alimentaires ou de services entre femmes (qui restent dans le quartier alors que les hommes le quittent pour se rendre à leur lieu de travail) contribue également à construire et à renforcer les liens de réciprocité au sein du voisinage.

³⁶ Navez-Bouchanine, "Villes, associations", 114.

³⁷ Hassan Rachik définit les *jmâ^ca* comme « un cadre sociopolitique "informel" qui permet aux membres d'une communauté rurale (souvent un village ou un groupement de villages) de se rencontrer pour discuter des questions relatives à l'organisation des biens collectifs tels que les parcours, la mosquée et les équipements hydrauliques ». Selon cet auteur, ce cadre a pris différents visages tout au long de l'histoire. Hassan Rachik, "Jmâ^ca, tradition et politique", *Hespéris-Tamuda* 39, fasc. 2 (2001) : 147.

³⁸ Comme par exemple les « *jmâ^ca* ouvrières » créées et utilisées par les autorités coloniales lorsqu'elles ont tenté de produire un syndicat ouvrier qui fonctionnerait comme « contre-feu au nationalisme ». Daniel Rivet, "Benseddik (Fouad) : *Syndicalisme et politique au Maroc, t. 1, 1930-1956*", *Revue française d'histoire d'outre-mer* 79, n°297 (1992) : 602.

³⁹ Pour les transformations en milieu urbain voir Navez-Bouchanine, "Villes, associations", 112-119. Pour le milieu rural, voir par exemple Sylvia Bergh, "Traditional Village Councils, Modern Associations and the Emergence of Hybrid Political Orders in Rural Morocco", *Peace Review* 21 (2009) : 45-53.

⁴⁰ Nawal, 44 ans, célibataire, licenciée, conseillère de deux associations féminines de développement social. Entretien réalisé en septembre 2007 à Casablanca.

Cette partie des récits de vie de mes interlocutrices permet donc d'illustrer les formes informelles de participation politique qui jouaient un rôle important dans la gouvernance locale des quartiers dans lesquels elles ont grandi. Les femmes, loin d'être absentes de cette vie publique locale, participaient à la construction et à la stabilisation de ces réseaux. Certes, ce rôle s'inscrivait dans les coulisses de l'action, là où leur participation était la moins visible et certes leur participation était soumise à une distribution genrée des tâches. Mais leur rôle n'en était pas moins essentiel au bon fonctionnement de ces réseaux de solidarité. En occultant de telles formes informelles de participation politique, les chercheurs ont longtemps ignoré les divers rôles politiques investis par les femmes, notamment lorsqu'elles sont issues de milieux populaires. C'est ce qu'une littérature féministe critique a permis de montrer en mettant en évidence l'importance des espaces privés et de l'action des femmes dans la gestion locale de la chose politique.⁴¹ Les récits de mes interlocutrices nous rappellent donc qu'il est important de repenser les dichotomies entre formel et informel, public et privé, social et politique dès lors que l'on veut se faire une idée plus précise et complète de la participation politique des femmes.

Au-delà de ces considérations théoriques, la référence de mes interlocutrices à la vie politique locale répond à des enjeux directement liés à leur action sur le terrain en tant qu'actrices associatives. Pour elles, les associations s'inscrivent en partie dans la continuité des comités décrits plus haut. D'une part elles s'accordent à dire que ces comités n'existent plus aujourd'hui dans leur quartier, que les anciens liens sociaux se sont détériorés et les conditions de vie et de cohabitation dégradés. D'autre part, dans les récits recueillis, ces liens représentent un point de référence par rapport auquel mes interlocutrices situent leur propre action associative. C'est d'abord par rapport à ces solidarités passées qu'elles identifient l'existence d'une identité de quartier sur la base de laquelle se construit leur engagement actuel. C'est ensuite dans la continuité des actions des comités de quartier qu'elles identifient la raison d'être des associations. Ces dernières seraient en quelque sorte les héritières des comités ; elles offrent une nouvelle manière de faire face aux problèmes que rencontrent les habitants du quartier. D'ailleurs, pour expliciter aux habitants du quartier le rôle des associations, elles utilisent fréquemment le terme *jmâ'a* comme synonyme de *jam'iyya* (l'association). Cette mise en relation, contribue à attribuer aux associations une origine « locale », contrant par-là les voix critiques insistant sur le caractère étranger de ces structures qui auraient été imposées par le haut.

5- Récits lacunaires et rapports ambigus au politique

Dans cette dernière partie, j'aimerai mettre l'accent sur la manière sélective et changeante avec laquelle mes interlocutrices construisaient leur récit en relation au politique – plus précisément, en relation aux différentes instances associées au domaine du politique. En effet, les oublis, distanciations, reformulations et révisions de leur propres récits se sont avérés être des sources précieuses pour comprendre les enjeux, conflits et tensions qui sont au cœur des transformations politiques en cours.

⁴¹ Suad Joseph, "Working-Class Women's Networks in a Sectarian State: A Political Paradox." *American Ethnologist* 10, no. 1 (1983): 1-22 ; Judith Tucker, "Women and State in 19th Century Egypt: Insurrectionary Women" *MERIP Middle East Report* 138 (1986): 8-13; Diane, Singerman, *Avenues of Participation: Family, Politics and Networks in Urban Quarters of Cairo* (Princeton: Princeton University Press, 1995).

Intéressons-nous tout d'abord aux formes de mises à distance vis-à-vis des partis politiques. Les expériences des unes et des autres au sein de partis politiques prennent une place variable dans les récits : elles apparaissent et disparaissent selon le contexte. L'omission la plus intéressante est celle de Siham. Avant de créer son association en 2004, elle soutient pendant quelques mois le travail d'une association de quartier proche d'un parti politique, puis participe – au nom de ce même parti – comme candidate locale aux élections législatives de 2002. Durant cette campagne, sa principale fonction est de mobiliser – en tant que candidate - les électeurs en faveur du parti. Inscrite en bas de la liste électorale, ses chances de briguer un mandat sont d'ailleurs nulles. Cette expérience électorale se solde par un échec de son parti. Déçue, Siham crée, quatre ans plus tard, sa propre association locale pour personnes handicapées, qu'elle préside aujourd'hui.

L'expérience électorale vécue par Siham est totalement absente du récit qu'elle me fait de sa vie lors de notre première longue entrevue en 2007. Elle ne fournit aucune précision sur la période 2001-2004, mentionnant vaguement « une série de malheurs » et le décès de son père. Durant la même rencontre, elle insiste même tout particulièrement sur le fait qu'elle n'avait aucune expérience, pas plus associative que politique, avant de créer sa propre association en 2004, mettant bien l'accent sur la différence entre travail associatif et travail politique. Ce n'est que bien plus tard, en 2009, que j'entends parler – par une tierce personne – de l'expérience électorale de Siham. Sous la pression de mes questions, cette dernière reviendra brièvement sur son expérience électorale lors de notre deuxième et dernière rencontre car, à partir de ce jour-là, elle ne se présentera plus à aucun rendez-vous fixé avec moi.

Ces variations d'un récit à l'autre sont très lourdes de sens. Elles illustrent tout d'abord la manière dont mes interlocutrices façonnaient le récit en fonction du message qu'elles voulaient faire passer, mais aussi et surtout en fonction du contexte durant lequel se déroulait l'entretien. Ces variations permettent de saisir le rapport très ambivalent que ces actrices associatives entretiennent avec la sphère partisane.⁴² En dehors des périodes électorales, la distanciation vis-à-vis de la politique (*al-siyâsa*) est une source de légitimation importante dont disposent les femmes engagées dans des associations locales. En se distanciant des partis politiques, mes interlocutrices mettent en avant leur propre intégrité : affaiblis par plusieurs décennies de restrictions et devenus synonymes de corruption et de clientélisme, les partis politiques ont, en effet, nettement perdu de leur légitimité. En exprimant leur distanciation envers ces derniers, les dirigeantes d'association que j'ai interviewées font valoir une légitimité politique alternative et mettent en avant la contribution « utile » des associations dans l'invention d'une « politique autrement », fondée sur l'action sociale, plus proche de la population et plus consciente de ses besoins. En période électorale la situation change pourtant. Le capital partisan prend de l'importance: en insistant sur leur passé au sein d'une organisation politique, elles peuvent non seulement mettre en avant leur savoir-faire politique mais aussi montrer que leur implication électorale résulte d'un engagement politique passé et non de calculs opportunistes. Durant ces périodes, l'expérience passée au sein d'un parti politique réapparaît dans les récits.

La distanciation vis-à-vis du politique s'applique avant tout vis-à-vis de la sphère partisane. Le rapport au passé politique est par exemple différent dans le cas des femmes

⁴² Yasmine Berriane, "Intermédiations stratégiques: l'engagement de militantes associatives locales dans la campagne pour les législatives marocaines de 2007", in *Terrains de campagne : Les législatives de septembre 2007 au Maroc*, ed. Lamia Zaki (Paris : Karthala/IRMC, 2009), 161-191 ; Yasmine Berriane, "The micropolitics of reform: Gender quota, grassroots associations and the renewal of local elites in Morocco", *Journal of North African Studies* 20, no.3 (2015): 432-449.

engagées, durant les années 1970 et 1980, dans des partis ou des organisations politiques de gauche et qui ont participé de près ou de loin à des mobilisations protestataires durant cette époque. Au lieu d'occulter cette expérience, elles la mettent clairement en avant et en usent pour légitimer leur engagement actuel. Contrairement aux expériences vécues au sein de partis politiques, la fréquentation des mouvements de gauche et d'extrême gauche durant les années 1970 et 1980 est perçue comme valorisante car elle permet non seulement d'inscrire leurs actions dans la durée d'un engagement qui a une certaine histoire, mais aussi de les situer dans la continuité de mobilisations qui ont aujourd'hui gagné en valeur. Le groupe de référence est ici celui des anciens opposants politiques qui, après avoir été victimes de la répression durant les années 1970 et 1980, ont intégré le milieu associatif durant les années 1990 et y ont gagné une certaine importance, voire même un certain prestige. Ces derniers sont clairement reconnus par les enquêtées comme étant « les vrais militants » (*al-munâdilîn dyâl ssah*) ou encore les « grands militants » (*al-munâdilîn lakbâr*). Autrement dit, n'est pas militant qui veut : il en existe des « vrais » et des « faux », des « grands » et des « petits ». L'exemple des anciens opposants politiques est érigé en modèle et l'appellation « militant » est connotée positivement dans le milieu associatif que j'ai étudié. Par ailleurs, la distinction est clairement faite entre l'acteur associatif (*al-fâ'il al-jam'âwi*) et le militant associatif (*al-munâdil al-jam'âwi*), la deuxième appellation ayant une valeur symbolique supérieure à la première. En mettant en avant leur participation à des mobilisations du mouvement de gauche ou d'extrême gauche, les dirigeantes en question se revendiquent de ces deux appellations. Cela leur permet de se distinguer de la grande majorité des acteurs associatifs qui ne peuvent se prévaloir que de la première appellation, celle d'acteur associatif.

Parmi les instances politiques mentionnées dans les récits, on trouve aussi la monarchie qui prend une place importante dans de nombreux récits. Le récit de vie de Siham en est un très bon exemple. Nous avons vu que lors du premier entretien Siham omet de préciser qu'elle avait pris part, en 2002, à la campagne des législatives en tant que candidate. Elle choisit par contre de construire son récit autour d'un tout autre moment fort de sa trajectoire : sa rencontre avec le roi Mohammed VI à l'époque où il était encore prince héritier.

« Pendant que nous parlions il m'a dit : "Siham, as-tu une association ?" Je lui ai dit : "Non, Votre Majesté (*mulây*), je n'en ai pas." "Et tu n'as pas pensé à en créer une?". Je lui ai dit : "Non, Votre Majesté, je n'y ai jamais pensé." (...) Il m'a dit : "Pense à créer une association et appelle-la Association de la Solidarité." Le nom vient donc de lui, pas de moi. (...) Il m'a dit : "Crée cette association et tu auras mon soutien". (...) Je lui ai dit : "Mais comment vais-je vous voir, Votre Majesté ? ». Il m'a dit : "De la même manière que cette fois-ci. Tu es bien arrivée jusqu'à moi, tu feras de même la prochaine fois" (...) Et donc, depuis ce temps, je veux créer une association. (...) La prochaine fois j'irai voir *Sîdna* au nom de l'association de la Solidarité !⁴³ »

Née au début des années 1960 à Casablanca, Siham préside, aujourd'hui, une association de soutien aux personnes handicapées. Après avoir interrompu très tôt sa scolarité, elle raconte avoir suivi une formation de couturière avant d'ouvrir son propre atelier au rez-de-chaussée de la maison parentale. Durant les années 1990, elle décide de

⁴³ Siham, 47 ans, présidente d'une association pour femmes et enfants souffrant d'handicaps créée en 2004.

suivre l'exemple d'une amie qui a réussi, quelques mois plus tôt, à décrocher une audience auprès du prince héritier de l'époque qui lui a attribué un agrément pour pouvoir subvenir à ses besoins. Siham passe alors plusieurs mois à Rabat avant d'être reçue à son tour. Le prince lui accorde un agrément et une somme d'argent qui lui permet d'acheter un appartement avant de lui suggérer de créer une association. Comme en dénote l'extrait ci-dessus, Siham situe les prémisses de la création de son association durant cette entrevue. La manière de présenter son association comme étant la matérialisation directe d'une volonté royale s'inscrit dans un cadre de référence largement établi, aujourd'hui, parmi la majeure partie des dirigeantes d'associations locales interrogées : le roi comme instigateur direct de la dynamique qui traverse le milieu associatif. Le « social », comme projet national initié et porté par le roi se substitue au « politique » dans sa dimension partisane et compétitive. Ces représentations reposent sur un discours officiel qui érige le développement en « cause nationale ». Tout en semblant surjouer cette convention, les propos de Siham ont l'avantage d'illustrer de manière très nette à quel point le roi et son « chantier de règne »⁴⁴ se situent au centre même des points de référence de la majeure partie des dirigeantes interrogées.

Conclusion

L'archive qui est au cœur de cette contribution peut être qualifiée de marginale : elle ne correspond pas aux définitions dominantes et institutionnelles de l'archive et conserve les récits de populations peu documentées, situées aux marges socio-économiques et institutionnelles du Maroc. Son apport est pourtant loin d'être marginal. Cette source produite à l'aide d'une recherche ethnographique fusionnant les horizons, intérêts, enjeux, et perspectives d'une enquêtrice et d'une cinquantaine d'enquêtés.e.s, permet d'éclairer des transformations clefs que traverse la société marocaine entre les années 1960 et le début des années 2000. Elle apporte, plus généralement, des éléments pour comprendre les changements des rapports de genre dans les sociétés du Maghreb. Je reviendrai ici brièvement sur cet apport, en me concentrant sur trois principaux niveaux de production de connaissances.

En étant le produit d'une conjoncture particulière, les récits réunis dans cette archive nous informent, tout d'abord, sur les « enjeux du présent » de femmes qui dirigent des associations de quartier à une époque particulière de l'histoire du pays. Le début des années 2000 marque la première décennie d'un changement de règne ; une décennie où les discours de l'Etat sur le changement sont au centre des préoccupations et où des projets de développement et participatifs ciblant des populations marginalisées sont mis en œuvre à une large échelle. Parmi ces populations se distinguent, d'une part, les femmes et, d'autre part, les quartiers dits populaires devenus la cible des préoccupations inquiètes des autorités politiques depuis les attentats de 2003. Durant cette époque, les associations locales se transforment en espaces plus inclusifs et plus compétitifs. Cette effervescence se reflète à travers les récits de vie de mes interlocutrices, des femmes qui ont bénéficié de cette nouvelle conjoncture mais qui doivent mobiliser différents registres pour s'imposer en tant que nouvelles arrivantes dans un milieu sous tensions où elles sont encore minoritaires. Leurs récits permettent donc de montrer ce que ces changements signifient à l'échelle des individus, contribuant par là à enrichir notre compréhension de ces changements. La construction du récit, le choix des mots, les oublis, l'insistance

⁴⁴ Irene Bono, *Le 'phénomène participatif' au Maroc à travers ses styles d'action et ses normes* (Paris: Les Etudes du CERI, 2010), 166.

portée à tel ou tel moment, sont autant de pistes qui nous permettent de mettre en évidence les stratégies de positionnement, la renégociation de normes et la réappropriation de mots-clés du développement, mais aussi les rapports tendus et ambivalents qui lient les acteurs associatifs aux institutions politiques.

Tout en répondant à des besoins et à des enjeux du présent, les récits rassemblés offrent aussi des informations sur le passé. En multipliant les récits et en les croisant avec d'autres sources comme les archives de presse et les monographies de sociologues et d'anthropologues de l'époque concernée par le récit, il est possible de mettre en évidence des aspects du quotidien de populations ayant migrés à Casablanca durant les années 1950 : l'adaptation au nouveau contexte urbain, l'appropriation de nouvelles normes et pratiques, la gestion communautaire de la vie de quartier et la division des tâches au sein de ces familles ouvrières où les hommes sont à l'usine toute la journée et où les femmes organisent le quotidien. Cette histoire du quartier et de ses habitants permet plus généralement de mettre l'accent sur l'hétérogénéité sociale des quartiers dits « populaires », montrant comment des populations très différentes s'y côtoient aujourd'hui. Elle permet également de questionner – grâce à une perspective sur le temps plus long - ce qu'on tend à percevoir aujourd'hui comme des ruptures avec le passé. La description que font mes interlocutrices du rôle que jouait leur mère dans la gestion communautaire du quartier rappelle, par exemple, le rôle que les actrices associatives jouent aujourd'hui au sein des associations de quartier (mobiliser les femmes, accéder aux espaces privés des foyers, organiser les festivités, etc.).

A un troisième niveau d'analyse, ces récits permettent plus largement d'alimenter la réflexion plus théorique et conceptuelle sur des thématiques clés qui se rapportent à l'étude des rapports de genre dans les sociétés du Maghreb et du Machrek. Les diverses responsabilités investies par les mères de mes interlocutrices hors de la maison apporte des éléments à la discussion autour de l'indéfinition de la frontière entre le privé et le public (longtemps décrite comme une frontière figée) et questionnent les définitions classiques des familles patriarcales qui continuent à dominer la littérature sur la région. Les trajectoires de mes interlocutrices montrent comment les femmes participent de diverses manières à la fabrique de la vie politique du pays, y compris dans des espaces a priori non politiques comme les associations locales de femmes ou les réunions de voisinage. Voilà des trajectoires historiques qui, sans l'archive qui a découlé de ma rencontre avec ces femmes, seraient restées dans l'ombre.

Bibliographie

- Adam, André. *Casablanca, essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*. Publication du CNRS, Paris, 1968.
- Baker, Alison. *Voices of Resistance. Oral Histories of Moroccan Women*, Albany: State University of New York Press, 1998.
- Benadada, Assia. "Les femmes dans le mouvement nationaliste Marocain." *Clio: Histoire, femmes et sociétés* 1, no. 9 (1999): 67–73.
- Bergh, Sylvia. "Traditional Village Councils, Modern Associations and the Emergence of Hybrid Political Orders in Rural Morocco." *Peace Review* 21 (2009): 45-53.

- Berriane, Yasmine. *Femmes, associations et politique à Casablanca*, Rabat: Centre Jacques Berque, 2013.
- . "Intermédiations stratégiques: l'engagement de militantes associatives locales dans la campagne pour les législatives marocaines de 2007." In *Terrains de campagne: Les législatives de septembre 2007 au Maroc*, ed. Lamia Zaki, 161-191. Paris : Karthala/IRMC, 2009.
- . "The micropolitics of reform: Gender quota, grassroots associations and the renewal of local elites in Morocco." *Journal of North African Studies* 20, no.3 (2015): 432-449.
- Bono, Irene. "Rescuing Biography from the Nation. Discrete Perspectives on Political Change in Morocco." In *Making sense of Change: Methodological Approaches to Societies in Transformation*, ed. Yasmine Berriane, Annuska Derks, Aymon Kreil, Dorothea Lüddeckens. London: Palgrave Macmillan, forthcoming.
- . *Le 'phénomène participatif' au Maroc à travers ses styles d'action et ses normes*, Les Etudes du CERI, n°166, 2010.
- Briquet, Jean-Louis, Sawicki Frédéric. "L'analyse localisée du politique." *Politix* 2, no.7 (1989): 7-20.
- Della Ratta, Donatella, Dickinson Kay, Haugbolle Sune (eds.). *The Arab Archive : Mediated Memories and digital Flows*, Theory on demand 35. Amsterdam: Institute of Network Cultures, 2020.
- Dubar, Claude. "Trajectoires sociales et formes identitaires. Clarifications conceptuelles et méthodologiques." *Sociétés contemporaines* 29 (1998): 73-85.
- Duclert, Vincent. "Archives orales et recherche contemporaine. Une histoire en cours." *Sociétés & Représentations* 13 (2002): 69-86.
- Elias, Norbert, John Lloyd Scotson. *The Established and the Outsiders. A Sociological Enquiry into Community Problems*, London: Frank Cass & Co., 1965.
- Elsadda, Hoda. "An Archive of Hope: Translating Memories of Revolution." In *Translating Dissent: Voices from and with the Egyptian revolution*, ed. Mona Baker, Critical Perspectives on Citizen Media, 148-160. New York: Routledge, 2016.
- Escallier, Robert. *Citadins et espace urbain au Maroc*, t. 1 et 2, Tours: CNRS, 1981.
- Fillieule, Olivier. "Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel." *Revue française de science politique* 51, no. 1-2 (2001) :199-217.
- Geiger, Till, Niamh Moore, Mike Savage. "The Archive in Question", *National Centre for Research Methods, NCRM/016*, March 2010.URL: <http://eprints.ncrm.ac.uk/921/> (accessed 08/06/2020)
- Hijab, Nadia. "Women and work in the Arab World." In *Women and Power in the Middle East*, ed. Joseph Suad, Slyomovics Susan, 41-51. Philadelphia : Univ. of Pennsylvania Press, 2001.
- Israël, Liora. "L'usage des archives en sociologie." In *L'enquête sociologique*, ed. Serge Paugam, 167-185. Paris: Presses Universitaires de France, 2012.

- Joseph, Suad. "Working-Class Women's Networks in a Sectarian State: A Political Paradox." *American Ethnologist* 10, no.1 (1983): 1-22.
- Kaioua, Abdelkader. *Casablanca. L'industrie et la ville*. Tours: Urbama, 1996.
- Laferté, Gilles. "Des archives d'enquêtes ethnographiques pour quoi faire? Les conditions d'une revisite." *Genèses* 2, no.63 (2006): 25-45.
- Magri, Susanna. "Archives et construction de l'objet. Un parcours de recherche sur les politiques de l'habitation Populaire." *Espaces et Sociétés* 3, no. 130 (2007): 13-26.
- Marcus, George E. "The once and future ethnographic archive." *History of the Human Sciences* 11, no. 4 (1998): 49-73
- Mernissi, Fatema. *Beyond the Veil. Male Female Dynamics in a Modern Muslim Society*. New York: Halsted Press, 1975.
- Müller, Bertrand. "Archives orales et entretiens ethnographiques. Un débat entre Florence Deschamps et Florence Weber, animé par Bertrand Müller." *Genèses* 1, no.62 (2006): 93-109.
- Naciri, Mohamed. "Les formes d'habitat 'sous-intégrées'. Essai méthodologique." *Hérodote* 19 (1980): 13-70.
- Navez-Bouchanine, Françoise. "Villes, associations, aménagement au Maroc. Quelques clés de lecture." *Les Annales de la recherche urbaine* 89 (2001): 112-119.
- Rachik, Hassan. "Jmâ'a, tradition et politique". » *Hespéris-Tamuda* 39 (2001): 147-156.
- Rivet, Daniel. "Benseddik (Fouad) : *Syndicalisme et politique au Maroc, t. 1, 1930-1956*." *Revue française d'histoire d'outre-mer* 79, no. 297 (1992): 602.
- Saucier, Renée, David A. Wallace. "Introduction." In *Archives, Recordkeeping and Social Justice*, ed. David A. Wallace et al., 3-21. New York: Routledge, 2020.
- Singerman, Diane. *Avenues of Participation: Family, Politics and Networks in Urban Quarters of Cairo*. Princeton: Princeton University Press, 1995.
- Tucker, Judith. "Women and State in 19th Century Egypt: Insurrectionary Women." *MERIP Middle East Report* 138 (1986): 8-13.